

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Boulogne, le 21 juillet 2021

L'Institut national du cancer publie son rapport d'activité 2020, « une année hors norme et tournée vers l'avenir »



Tout au long de l'année 2020, l'Institut national du cancer a été guidé par la nécessité de s'adapter au contexte sanitaire dans une écoute constante de l'ensemble de nos concitoyens tout en anticipant les évolutions de demain.

L'ensemble des équipes de l'Institut s'est mobilisé afin d'adapter l'activité aux conditions sanitaires et accompagner les professionnels de santé dans l'accueil et le suivi des patients. Un seul objectif : éviter les pertes de chance.

Au-delà du contexte épidémique, l'Institut s'est résolument engagé dans la poursuite de ses actions prioritaires afin de mener à bien des projets à fort enjeu au bénéfice de tous. Il détaille, dans son rapport d'activité, les actions les plus représentatives de cette année hors norme.

Relever le défi de la crise sanitaire : éviter les pertes de chance pour les patients et anticiper la reprise des activités de la filière oncologie

La crise sanitaire a ébranlé le système de santé et a largement impacté l'organisation des établissements de santé et ses personnels. La mobilisation de l'Institut national du cancer, dès le début de la pandémie, a été guidée par la nécessité de créer, pour les patients, les conditions favorables à la continuité et la qualité des soins tout en limitant l'exposition au risque épidémique. Tout au long de l'année 2020, les professionnels de santé de la filière oncologie ont fait preuve d'une grande capacité d'adaptation afin de permettre aux patients de poursuivre leurs traitements et d'être accompagnés dans cette période difficile qu'ils ont dû affronter.

En lien avec les autorités sanitaires, l'Institut national du cancer a proposé la mise en place d'un Comité national « Cancer et COVID-19 ». Piloté par l'Institut, en lien avec la Direction Générale de l'Offre de Soins et la Direction Générale de la Santé, il réunit les acteurs de la filière oncologie.

Constitué dès le mois de mai, ce comité qui compte 45 membres et toujours actif en 2021, favorise la construction des solutions avec les acteurs de terrain.

Par ailleurs, et pour favoriser la reprise de la chirurgie des cancers, activité la plus impactée par le premier confinement, des outils pratiques de planification des soins ont été diffusés auprès des établissements : transferts d'activités ou collaboration interétablissements ont été notamment proposés afin d'éviter les pertes de chances pour les patients.

L'Institut national du cancer s'est également rapproché de ses partenaires internationaux (Allemagne, Italie, Corée du Sud, Japon, Canada/Québec) afin de partager leurs informations sur la situation sanitaire de chaque pays ; une coopération technique sur l'organisation des soins, initiée par la Direction du Cancer du Québec a été activée. Enfin, une veille sur la recherche scientifique « COVID 19 et cancer » a été instituée avec le Centre international de recherche sur le cancer.

Au-delà de l'accompagnement des professionnels de santé, l'Institut national du cancer a informé, avec notamment la mise en place d'une rubrique dédiée sur son site ou une campagne sur le digital, les patients sur les conduites à tenir pendant la pandémie. Alimentée régulièrement au fur et à mesure de l'évolution de l'épidémie, cette rubrique propose de répondre aux préoccupations de la population (patients et proches) dans ce contexte inédit.

Poursuivre et initier de nouvelles actions prioritaires au bénéfice de tous

L'année 2020 a également été marquée par la conduite de projets majeurs dans les différents champs de la cancérologie.

La consultation citoyenne, qui a précédé la remise au Gouvernement en décembre 2020 de la proposition de stratégie décennale de lutte contre les cancers de l'Institut national du cancer, en est un des exemples.

En septembre 2020, l'Institut a invité chaque Français à s'exprimer sur les actions de lutte contre les cancers des 10 prochaines années. Avec plus de 23 200 votes enregistrés sur la plateforme de consultation et un vote positif allant de 85 % à 95 % sur les axes stratégiques et leurs mesures, la mobilisation des concitoyens a montré l'intérêt qu'ils portent à cet enjeu majeur de santé publique et leur adhésion massive au projet. Fruits de leurs propositions, 11 nouvelles actions ont été intégrées et 35 contributions ont permis de préciser et de compléter les actions de cette stratégie.

Dans le **domaine de la recherche**, plusieurs projets ont été initiés en **cancérologie pédiatrique** grâce à la dotation supplémentaire de 5 millions d'euros octroyée par le ministère en charge de la recherche. Ainsi pour dynamiser la recherche fondamentale, un appel à candidatures pour la création d'un « **Consortium origines et causes des cancers pédiatriques** » a été lancé. Son ambition est de réunir des compétences et des approches disciplinaires différentes, de faire émerger des innovations de rupture et de favoriser l'émergence de nouvelles connaissances dans le champ de la cancérologie pédiatrique. Par ailleurs, un **appel à projets « High Risk High Gain »**, inédit en France, a été publié en mai 2020. Il vise à soutenir des projets de recherche fondamentale et translationnelle très innovants permettant d'ouvrir des pistes originales, non encore explorées, et de produire des avancées concrètes.

Dans le **domaine du médicament** et plus spécifiquement sur les tensions et ruptures d'approvisionnement, l'Institut et les Entreprises du médicament ont identifié 43 médicaments d'intérêt thérapeutique majeur (MITM) et développer un outil pour réduire les tensions. Ce travail, avec tous les acteurs du champ du médicament, repose sur la mise en place d'une base de données et d'une méthode d'analyse de la criticité de ces MITM par rapport aux risques de tensions et de rupture. Il permet également un recueil exhaustif des mesures d'amont et d'aval d'ordre sanitaire, réglementaire industriel et économique. La prochaine étape vise à produire une « preuve de concept » afin d'évaluer et de tester la robustesse de l'outil et de la méthode d'analyse.

Dans le cadre de la **prévention et la gestion des effets indésirables**, l'Institut a publié un **référentiel portant sur 26 médicaments de chimiothérapie conventionnelle** par voie orale. Tout l'enjeu de ces recommandations est de préserver la qualité de vie des patients durant leur traitement en évitant ou limitant ces effets indésirables. Ce référentiel sera décliné en fiches par médicament pour les professionnels et les patients.

L'année 2020 a aussi marqué le **deuxième cycle du programme d'Horizon Scanning** qui vise à **garantir un accès plus rapide des patients aux innovations thérapeutiques**. Développé pour identifier les médicaments cliniquement impactant et susceptibles d'obtenir une autorisation de mise sur le marché dans les 12 à 18 mois, ce programme a été effectué à partir d'une base d'environ 10 000 essais cliniques.

L'Institut poursuit sa contribution à **l'avancée des connaissances sur le lien entre les facteurs environnementaux et la survenue des cancers**. Préoccupation majeure des Français, exprimée dans la consultation citoyenne mais aussi dans les trois derniers Baromètres cancer, cette question a fait l'objet de nombreux travaux.

Ainsi, **un programme de recherche innovant sur la question de la causalité entre les expositions à la chlordécone et la survenue des cancers de la prostate** dans les Antilles françaises a été lancé. Une équipe pluridisciplinaire, dont les candidatures ont été sélectionnées par un comité scientifique international, a été constituée suite à un appel à manifestation d'intérêt. Celle-ci définira, en 2021, un programme de recherche dont la durée est fixée à 5 ans.

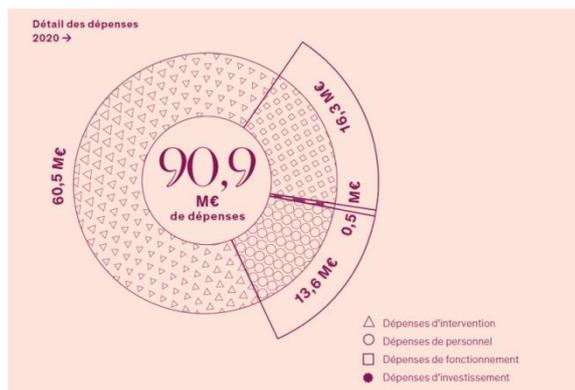
La question du lien entre l'environnement et le risque de cancer ne se limite pas à l'exposition aux substances chimiques ; les comportements individuels doivent également être pris en compte. En effet, il est avéré que 40 % des cancers détectés chaque année sont liés à l'exposition à des facteurs de risques évitables. Il est important de considérer, dans le développement de ces comportements, l'environnement social ou professionnel. Aussi, l'Institut, dans ses programmes de recherche interventionnelle s'attache à articuler les savoirs des chercheurs et ceux des acteurs de terrain et des patients pour identifier les problématiques et les moyens de bâtir un environnement préservant la santé de Français. Par exemple, dans la cadre du programme Green-City, l'Institut a contribué à la publication de préconisations pour aménager des espaces verts en milieu urbain afin de minimiser les risques UV, améliorer la qualité de l'air ou encore réduire les inégalités sociales de santé.

Les **innovations** ont également jalonné l'année 2020 avec notamment la **création du premier Living Lab national porté par une institution publique**. Tout l'enjeu de cet espace de réflexion collaboratif et participatif est de développer des solutions innovantes co-construites pour diminuer le poids de la maladie dans la vie de chacun.

L'Institut a créé une **chaire de recherche en économie dans la champ du cancer** avec l'Université de Paris-Dauphine. Ces travaux de recherche portent notamment sur les tensions d'approvisionnement de médicaments ou la place de l'économie dans la prévention.

Enfin, la **coopération internationale et européenne** se poursuit pour **favoriser l'accélération des progrès en matière de recherche et d'innovation**. Ainsi, les échanges et actions avec les partenaires internationaux visent à transférer les plus rapidement les avancées, les innovations et le partage des bonnes pratiques au service des patients.

Repères budgétaires



Sur les 90,9 millions d'euros de dépenses en 2020, 60,5 millions d'euros bénéficient directement aux acteurs de la lutte contre les cancers sous forme de subventions (financement des projets retenus dans le cadre des appels à projets, des structures comme les cancéropôles, les SIRIC, les CLIP² ou encore les registres des cancers).

Les dépenses liées à l'information des publics (campagnes), aux études médicales et scientifiques, aux évaluations et à l'ensemble des marchés publics s'élèvent à 16,3 millions d'euros ; celles relatives aux frais de personnels atteignent 13,6 millions d'euros. Les dépenses d'investissement sont de 0,5 million d'euros.



L'exercice 2020 présente un excédent de 3,7 millions d'euros lié aux annulations et/ou aux reports du nombre d'actions qui n'ont pu être menées du fait du contexte sanitaire.

Télécharger le rapport d'activité « [2020, une année hors norme et tournée vers l'avenir](#) »

CONTACT PRESSE

Institut national du cancer

Responsable des relations media – Lydia Dauzet

presseinca@institutcancer.fr

01 41 10 14 44//06 20 72 11 25